

*Questions orales***L'IMPÔT SUR LE REVENU**

LE RÉEXAMEN DE L'IMPOSITION DES GAINS EN CAPITAL—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Elmer M. MacKay (Central Nova):** Madame le Président, j'ai une brève question à poser au ministre des Finances concernant l'impôt sur les gains en capital. Étant donné qu'il s'est écoulé quelque dix ans depuis le jour de l'évaluation et étant donné que le ministre sait fort bien que lorsque des biens changent de propriétaire ils sont maintenant lourdement imposés à cause de l'inflation, ce qui—il le reconnaîtra sans doute—a alors un effet pratiquement de confiscation, que comptent-ils faire, lui et ses collègues du cabinet, pour réviser ou rendre d'une quelque autre façon plus équitable le régime de l'impôt sur les gains en capital au Canada?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, comme le sait le député, peu après le dépôt du budget j'ai publié un document de travail sur les gains en capital qui traite entre autres de la question de l'indexation ou de l'adoption d'une clause de rajustement tenant compte de l'inflation. J'attends des instances et des opinions de la part des parties concernées dans ce document et j'en tiendrai compte avant de déposer mon prochain budget.

**M. MacKay:** Cette réponse m'intrigue, madame le Président. Je me demande si le ministre pourrait développer un peu sa pensée et nous dire combien de temps il laissera s'écouler avant de tenir compte de ces instances. Le ministre souscrit-il d'autre part à la déclaration faite récemment par M. Harris, président de l'Institut canadien des comptables agréés, qui a signalé l'ironie de la situation qui fait que les gagnants à la loterie ne sont pas assujettis à l'impôt sur les gains en capital à la différence de ceux qui investissent dans leur pays. M. Harris estime aussi que cette révision des modalités d'imposition des gains en capital devrait prévoir des incitations à la création d'emplois nouveaux. Le ministre partage-t-il ces idées ou leur trouve-t-il seulement quelque valeur.

**M. MacEachen:** Madame le Président, je me ferai un plaisir de prendre connaissance directement des opinions de M. Harris et je les étudierai ensuite.

\* \* \*

**L'ÉCONOMIE**

L'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS SEMBLABLES À CEUX QUI EXISTENT AU JAPON ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES SOCIÉTÉS COMMERCIALES

**M. W. Kenneth Robinson (Etobicoke-Lakeshore):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné que l'économie japonaise a atteint en 1979 un chiffre de un billion de dollars qui équivaut à environ la moitié du produit national brut des États-Unis, est supérieur à celui de n'importe quel pays de l'Europe et correspond à celui de l'Union soviétique, et étant donné que cette croissance économique est attribuable aux rapports qui existent entre le gouvernement et les importantes sociétés commerciales, les établissements bancaires et les grands fabricants, le ministre

tentera-t-il d'en venir à un arrangement de ce genre au Canada?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, voilà une proposition très intéressante. Je crois savoir qu'il y a déjà un groupe de députés qui étudient la question des sociétés commerciales. Le gouvernement examinera les conclusions de cette étude.

\* \* \*

**LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE**

LA PRÉSENTATION DU PROJET DE LOI

**L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe):** Madame le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Où en est le projet de loi d'ensemble sur les sociétés de la Couronne, qu'on nous a si souvent promis?

**L'hon. Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor):** Madame le Président, la rédaction de cette loi d'ensemble depuis si longtemps promise se déroule comme il se doit.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Johnston:** J'entends des braiments en face.

**M. Beatty:** Pourtant les ânes se trouvent de l'autre côté.

**M. Johnston:** Madame le Président, je puis assurer à la Chambre que les choses vont bon train et que nous ne tarderons pas, je l'espère, à présenter ce bill. Les consultations ont été très utiles. Le bill est terminé et je suis présentement à mettre la dernière main à un document de travail.

**M. Clark:** Un document de travail!

**M. Johnston:** J'espère pouvoir le soumettre au cabinet dans les plus brefs délais.

**M. Beatty:** Madame le Président, il n'a fallu que six mois au gouvernement Clark pour produire un document de travail et déposer un bill devant la Chambre, alors qu'en plus d'un an le président du Conseil du Trésor n'a même pas pu présenter un document de travail à son cabinet. Le ministre finira-t-il par présenter son projet de loi à la Chambre ou se résoudra-t-il à avouer à la population canadienne que ses assurances sur les progrès réalisés ont été une tromperie?

**M. Johnston:** Madame le Président, le gouvernement Clark a fait beaucoup plus que cela en neuf mois!

**Des voix:** Bravo!

**M. Johnston:** Il a disparu.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Johnston:** Quoi qu'il en soit, madame le Président, un bill a été présenté mais il accusait de sérieuses lacunes. Or je ne vois pas l'utilité de présenter un autre bill comportant de telles imperfections.

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Dites lesquelles.

**M. Johnston:** C'est pour corriger ces lacunes que nous avons tenu de nombreuses consultations. C'est à cela que je m'occupe présentement. Je puis assurer les députés que les travaux en